



Canadian Association of University Teachers  
Association canadienne des professeurs et professeurs d'université

PAR COURRIEL : [premier@ontario.ca](mailto:premier@ontario.ca)

Le 28 novembre 2018

L'honorable Doug Ford, député provincial  
Premier ministre de l'Ontario  
Édifice de l'Assemblée législative  
Queen's Park  
Toronto (Ontario)  
M7A 1A1

Monsieur le Premier Ministre,

Lors de l'assemblée du Conseil de l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université qui a eu lieu à Ottawa le week-end dernier, les délégués représentant plus de 70 000 membres du personnel académique et professionnel en poste dans les universités et collèges du pays ont adopté, à l'unanimité, la résolution suivante :

**ATTENDU QUE** la création d'une université joue un rôle fondamental pour le développement, l'épanouissement et la vitalité des minorités;

**ATTENDU QUE** la création de l'Université de l'Ontario français entend ajouter, en langue française, des programmes universitaires offrant des occasions d'apprentissage, de recherche et de création en français en Ontario permettant le rayonnement « des contributions et du bien-être linguistique, culturel, économique et social de ses diplômées et diplômés et des communautés d'expression française à l'échelle provinciale, nationale et internationale » (tiré de la Vision de l'UOF sur son site web en date du 24 novembre 2018);

**ATTENDU QUE** la décision du Gouvernement de l'Ontario porte atteinte à l'épanouissement personnel et collectif de la minorité francophone ontarienne;

**QUE** le Conseil de l'ACPPU exprime son inquiétude et condamne la décision unilatérale du Gouvernement de l'Ontario d'annuler la création de l'Université de l'Ontario français sans consultations avec les communautés francophones et universitaires, et mandate la direction de l'ACPPU de prendre les actions nécessaires pour réagir à cette situation.

La décision d'annuler le projet de création d'une université francophone en Ontario a surpris toute la communauté académique. Cette décision, et l'absence de consultations, ont été vues comme une insulte à la minorité de langue française de la province. Je vous exhorte,

et j'exhorte votre gouvernement, à mener, par respect pour les droits linguistiques minoritaires, des consultations auprès de toutes les parties prenantes, et particulièrement de la communauté francophone de l'Ontario, avant de prendre une décision définitive sur l'avenir d'une université francophone en Ontario.

Veillez agréer, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de mes sentiments distingués.

Le directeur général,

A handwritten signature in blue ink, consisting of a stylized 'D' followed by a long horizontal stroke that tapers to the right.

David Robinson

c. c. : L'hon. Caroline Mulroney, députée provinciale, ministre des Affaires francophones et Procureure générale